

« Une politique de non-assistance »

MIGRANTS « L'Aquarius » sauve des vies en Méditerranée. Son capitaine, l'Allemand Klaus Vogel, veut une Europe plus solidaire

Klaus Vogel est le capitaine de « L'Aquarius », le navire de l'association SOS Méditerranée qui vient en aide aux migrants, au large de la Libye. Il était hier à Bayonne, pour la projection du documentaire de Jean-Paul Mari, « Les migrants ne savent pas nager ».

Sud Ouest Votre engagement vient-il de votre expérience de jeune marin, avec les boat people ?

Klaus Vogel J'avais 25 ans, j'étais officier dans la marine marchande. C'est moi qui traçais les itinéraires. Ce jour-là, je pensais qu'il fallait passer vers les côtes vietnamiennes. Le capitaine m'a dit : « on ne peut pas ». Il voulait éviter de croiser les boat people, pour ne pas perdre de temps. J'ai objecté qu'on pouvait peut-être en sauver. C'était non. Je ne me suis pas plus opposé. J'en ai fait des cauchemars.

Considérez-vous simplement appliquer la loi maritime de solidarité avec « L'Aquarius » ?

Le droit maritime, mais aussi celui de la terre. La non-assistance à personne en danger est autant un délit en mer que sur terre. Je ne comprends pas du tout comment on peut justifier une politique de non-assistance.

La France est-elle selon vous devenue inhospitalière ?

Je ne veux pas m'exprimer sur la France. L'Europe devrait être plus hospitalière et de manière générale, mieux traiter les gens en détresse. Je comprends ceux que nous aidons avec SOS Méditerranée et ceux qui sont en détresse dans nos pays. Il y a



Klaus Vogel, le capitaine de « L'Aquarius ». PHOTO AFP

de la misère partout. Pour ce qui est de l'accueil des migrants, les pays d'Europe devraient se coordonner, comme ce fut le cas pour les personnes que nous avons déposées à Malte.

« L'Europe devrait être plus hospitalière et de manière générale, mieux traiter les gens en détresse »

Dans ce cas précis, la France a accepté 60 personnes sur 250 déposées par vous et un autre navire. N'est-ce pas dérisoire pour un pays de 66 millions d'habitants ? Je ne dirais pas ça. Je suis toujours content quand un État décide d'accueillir.

La solidarité européenne peut-elle exister, dès lors que les accords de

Dublin (1) font peser la question migratoire sur les pays méditerranéens ?

Dublin n'est pas juste. Les pays frontaliers comme l'Italie ou la Grèce ont été laissés seuls. Ce n'est pas acceptable, et cela crée les tensions comme celles que connaît, par exemple, l'Italie. Je comprends les difficultés de ce pays.

Le gouvernement italien a fermé ses ports, qui sont les plus accessibles...

Cela aussi ce n'est pas acceptable. L'Italie et Malte, sont les deux pays les plus proches pour « L'Aquarius ». La politique européenne doit aussi inclure la question des ports « sûrs ». Aller jusqu'à Valence ou Marseille n'est pas cohérent du point de vue humanitaire, mais aussi économique. L'Europe doit fixer l'ouverture des ports et le partage du travail pour accueillir dans les différents pays.

Chaque jour, SOS Méditerranée recollecte 11 000 euros de dons pour sauver des vies. Cela vous porte-t-il à l'optimisme ?

Ce sont beaucoup de particuliers Français, Allemand, Suisses, Italiens... Parfois de très petits dons. Les gens de la société civile nous soutiennent, ils sont toujours là au bout de 390 jours. Ils nous donnent les moyens de continuer. Si les politiques ne réagissent pas, alors c'est à nous tous, citoyens, de réagir.

Recueilli par Pierre Penin

(1) Ils prévoient que les demandes d'asile se fassent dans les pays d'entrée en Europe.